

ALGER CAPITALE DU MONDE ARABE 2007

La culture serait-elle devenue un enjeu politique ?

Certainement ! A l'approche du lancement officiel d'"Alger, capitale de la culture arabe 2007", qui aura lieu le 12 janvier prochain au complexe olympique Mohamed-Boudiaf (5-Juillet), il est temps de réagir et de pointer du doigt l'évolution de cet état de fait. Tenter aussi d'en comprendre les tenants et les aboutissants, et particulièrement d'interpeller les responsables de notre pays sur le rôle crucial que joue la culture dans la société pas seulement en 2007, mais plutôt composée à tous les temps.

Sam H. - Alger (Le Soir) - Le projet d'organiser cette grande manifestation peut susciter aujourd'hui un constat étonnant. Nonobstant le réflexe de s'appuyer sur les conséquences de la décennie noire par nos politiques en ce moment et à tout vent, pour justifier que ce soit les retards ou la gestion de ce projet et notamment l'absence quasi totale des questions culturelles au sein du débat politique en permanence, les premiers échos retentissants de la part du cercle artistique algérien, de cette manifestation capitale pour l'image de l'Algérie, semble annoncer un échec total. On ne discute pas de la culture, puisque de tout temps elle a toujours été reléguée au mieux comme un espace de loisirs, un passe-temps qui occupe les jeunes, pourquoi pas, un divertissement pour le plus grand nombre et au pire comme une fantaisie. Il est possible de comprendre que si la culture est absente des débats, c'est qu'elle se trouve à un tournant de son histoire, entourée d'un certain flou par les grands chamboule-

ments des années 1990. Cependant, à notre époque, la culture reste encore tirillée par des paradoxes apparemment inconciliables peut-être parfois trop fermée sur elle-même.

Les doutes de la ministre de la Culture

Khalida Toumi, la ministre de la Culture en charge de l'exécution d'"Alger, capitale de la culture arabe 2007", a cru bon en priorité, au cours de la conférence de presse animée au palais de la Culture, le 11 décembre dernier, et ce, afin de se prémunir de tout risque d'éclaboussures d'insister sur le fait que la manifestation n'est pas un *âares* (mariage) et qu'elle-même ne sera pas *el âaroussa* (la mariée). Etrange tout de même alors que les acteurs politiques de ce rendez-vous tant attendu annoncent que tout va bien et que le lancement n'a pas eu lieu, Khalida Toumi pense déjà à assurer ses arrières. Doutes ou craintes de se voir remercié pour ratage ? En outre, elle a jugé utile d'interpeller les journalistes



Photo: Samir Sid

des différentes lignes éditoriales afin de promouvoir positivement la manifestation. OK, c'est beau, ô c'est bien, à la seule condition évidente ou la transparence soit loi. Où les contribuables ont connaissance de l'issue de leur argent. Ou les montants et les coûts investis soient divulgués dans le programme au lieu des illustrations collées à la place sur les pages.

La culture, le défi algérien...

Et puis peut-être qu'il faut mettre en exergue le discours très populiste frappé de métaphores inutiles de l'actuelle ministre de la Culture qui a toujours privilégié la visite

des zaouïas et l'inauguration de divers galas à la destruction patente du patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie. Scandale au village numide de Constantine ; le pillage opéré tranquillement et pendant des années par l'institut Frobenius au Parc national du Tassili ; la destruction du site du Timgad ; l'implication du département de la Culture dans l'affaire de Khalifa concernant le paiement par le groupe du cachet s'élevant à pas moins de 180 000 dollars de l'acteur égyptien Adel Imam... et la liste est encore longue. Etrangement 2007, cette fameuse année, donc il y a toujours eu désengagement total de l'Etat vis-à-vis de la culture. Un éternel problème qui se pose sur la jonction entre une nation qui tente de s'élever et sa culture qui s'abaisse !

On récupère politiquement !

Après l'éviction à l'arraché de Lamine Bechichi, ancien ministre de l'Information et ex-commissaire général de la manifestation, qui s'était défendu d'avoir seulement désobéi à son responsable, et que le ministère s'était mis en infraction en refusant de payer les factures du commissariat (voir livraison du 1^{er} juin 2006). Querelles ou qui-proquo ? Dans tous les cas, le conflit a cessé rapidement puisque Lamine Bechichi a quitté illico

deux mille invités pour la circonstance.

Le programme : une mission impossible

Et pour cause, le programme conçu à la faveur de l'année 2007 comporte ce que l'Algérie n'a pu produire depuis son indépendance. 45 ans après, alors que les jeunes générations ont du mal à percevoir l'éternel leitmotiv d'une histoire préfabriquée à la hâte et une culture sauvage qui bourgeonne à la va-vite, 2007 va accueillir un projet dont les images nous sont parvenues par diapositif. Pas d'échos au sujet de la répartition du faramineux budget de la culture, mais juste des chiffres qui indiquent approximativement le nombre de films, de pièces théâtrales, d'expositions... Pour ceux qui ont été choisis et qui se sont présentés à notre rédaction, la tâche est très lourde à porter. Un fardeau à la limite, pour les associations qui doivent trouver impérativement des sponsors pour leurs prestations. Comme il est impossible pour nous de ne pas envisager le pire dans la mesure où rien de concret nous a été transmis dans le cahier de photos qui fait figure de dossier de presse et malgré les cinq heures de sa lecture par Khalida Toumi.

En attendant le déroulement de 2007

Loin de broyer du noir et de se faire taxer de pessimiste, l'Algérien attend de ses gouvernants un peu plus que le badigeonnage des façades sur les artères principales, la liquidation au profit des riverains du marché de Meissonnier ou encore l'éclairage lumineux et renforcé notamment aux ronds-points stratégiques de la capitale tel que Hydra, Addis-Ababa... pendant que les factures de l'électricité ne cessent d'augmenter ou encore des pans entiers de quartiers sont plongés dans les ténèbres... Mais en attendant le déroulement de l'année 2007, souhaitant que la capitale ainsi que l'ensemble des wilayas bénéficient des avantages du monde de la culture arabe.

S. H.

COMMISSIONNAIRES EN DOUANE Les demandes d'agrément suspendues jusqu'à nouvel ordre

La direction générale des Douanes veut mettre de l'ordre dans l'exercice de la profession de commissionnaire en douane. Selon une source sûre, la décision a été prise en novembre dernier et a été portée à la connaissance des intéressés le 11 du même mois. Cette décision, ajoute notre source, stipule que "les dépôts des demandes d'agrément en cette qualité seront momentanément suspendus et que la date de reprise de la réception des demandes sera communiquée ultérieurement et par voie de presse".

A cet effet, on indique que l'objectif recherché à travers cette mesure s'inscrit dans le cadre des procédures relatives à l'exercice de cette

profession. Il s'agit de mettre de l'ordre dans une profession qui "a jusque-là accusé un certain dysfonctionnement dans la nature des relations entretenues avec les différents partenaires intervenant dans la chaîne du commerce extérieur".

Cette décision prise par la direction générale des Douanes est intervenue quelques mois seulement après le changement opéré à la tête de l'institution douanière. C'est le directeur général en personne, en l'occurrence M. Bouderbala, qui a inscrit cette démarche parmi ses priorités dans la feuille de route mise en place depuis sa nomination à la tête de l'institution douanière.

A. Bettache